

LES INTELLECTUELS ET L'ESPAGNE JULIÁN CARRÓN

Président de la Fraternité de Communion et Libération depuis 2005, le théologien Julián Carrón, originaire de l'Estrémadure mais installé à Milan, ne se résigne pas à réduire le malaise qui s'est ancré dans la vie des Européens à une question économique. Comme il l'écrit dans *La bellezza disarmata* ([La beauté désarmée], Rizzoli, 2015) : « Aujourd'hui, ce qui est en danger, c'est précisément l'homme, sa raison, sa liberté, y compris la liberté d'avoir une raison critique ».

« À l'origine de la crise actuelle, il y a la destruction de l'humain. »

par Fernando Palmero

Photo : Javi Martínez

Julián Carrón partage les affirmations de Benoît XVI sur l'origine chrétienne des valeurs qui ont façonné la civilisation européenne à partir des Lumières. Il partage également son diagnostic sur leur échec, à un moment où la clé de voûte de la condition humaine en Occident est l'« effondrement de ces évidences qui, pendant des siècles, ont fondé notre vie commune ». En 2005, à Subiaco, le cardinal Ratzinger constatait que la recherche d'une « certitude rassurante, qui pourrait rester incontestée au-delà de toutes les différences, a échoué ». « Même l'effort grandiose de Kant n'a pas été en mesure de créer la nécessaire certitude partagée. [...] La tentative, portée à l'extrême, de façonner les réalités humaines en faisant complètement abstraction de Dieu nous conduit toujours plus au bord de l'abîme, vers un total conditionnement de l'homme. » Carrón commente dans *La bellezza disarmata*, œuvre riche en érudition et en réflexion éthique, qui s'interroge sur les racines de la crise actuelle : « Nous assistons ainsi à un singulier et significatif renversement : le détachement radical, de la part de la philosophie des Lumières, de ses racines chrétiennes – qui devait assurer une pleine et autonome affirmation de l'homme – “revient, en dernière analyse, à se passer de l'homme” ».

Question : Dans votre livre, vous insistez sur le fait que les raisons de cette crise ne sont pas uniquement économiques.

Réponse : Au cours des dernières décennies, nous avons traversé d'autres crises économiques qui ne nous ont pourtant pas amenés à nous renfermer sur nous-mêmes. Ce serait trop simple de tout réduire à des raisons économiques. Nous sommes confrontés à une crise plus profonde. Le Pape parle d'un changement d'époque, car il n'y a pas eu de changements aussi profonds au cours des derniers siècles. Les valeurs sur lesquelles se fonde la société occidentale, à savoir la liberté, le progrès, la liberté de conscience, la possibilité pour chacun de choisir son destin, la solidarité, la fraternité, entre autres, commencent à perdre de leur évidence, et le problème est de savoir ce que nous avons en commun aujourd'hui, sur quelles bases nous pouvons fonder notre cohabitation en Europe et dans le monde.

D : En France, au premier tour des élections [présidentielles], la moitié des électeurs a voté pour des candidats antisystème, tandis qu'au second tour, 35 % ont soutenu la vision raciste de Marine Le Pen. Est-ce symptomatique ?

R : Il y a cinq ans à peine, nul n'aurait pu imaginer un tel résultat. Ce qui s'est passé en France est une réaction dictée par la peur. Les personnes qui ont voté pour Marine Le Pen pensent pouvoir mieux défendre ainsi « ce qui nous appartient », comme si la solution était de construire des remparts au lieu de réfléchir pour comprendre comment on en est arrivé là. Comme le disait Bauman, ce qui semblait être un pilier inébranlable, la démocratie, a commencé à être remis en question.

D : *Qu'est-ce qui explique cette dérive nationaliste dont nous souffrons ici aussi [en Espagne, ndt], et qui remet en question l'Union européenne ?*

R : L'origine est la même. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés sont d'une telle nature que nous ne pourrions les résoudre qu'en les affrontant ensemble. Nous savons tous que certains aspects de l'Union européenne n'ont pas fonctionné comme nous l'aurions souhaité ; ce serait une erreur de ne pas le reconnaître. Néanmoins, il me semble que la solution n'est pas de s'isoler et, dans un contexte historique aussi mondialisé, je crois même que c'est faire preuve d'ingénuité. Comme l'a écrit Hannah Arendt, les crises sont utiles car elles nous forcent à revenir aux questions qui nous interpellent et auxquelles nous ne pouvons plus donner de réponses toutes faites. Une crise offre la possibilité de créer des espaces de dialogue et d'établir des lieux où l'on peut s'écouter au lieu de permettre à notre prétention de prendre le dessus.

D : *Le terrorisme islamique a-t-il contribué à l'affaiblissement du projet européen ?*

R : En France, Olivier Roy a proposé une interprétation qui tient compte de la racine fondamentale de ce type de terrorisme. Nous considérons le terroriste comme s'il était un islamiste radical, mais, dans la plupart des cas, il s'agit d'un immigré de deuxième génération, qui n'observe pas nécessairement tous les préceptes de l'islam, qui a été en prison et a connu une radicalisation imprévue. Il s'agit de personnes qui ont des problèmes, de délinquants qui sont devenus musulmans et y ont trouvé une justification à des problèmes qu'ils avaient déjà auparavant. Toutefois, c'est l'absence d'une raison ultime apportant un sens à la vie qui pousse beaucoup de personnes à faire le choix de la violence, car la destruction de l'humain est à l'origine de la crise actuelle. Il peut s'agir de personnes qui viennent d'arriver ou de personnes de la deuxième génération qui ne s'adaptent pas, tout comme beaucoup de jeunes dans nos familles. Par conséquent, même si on les expulsait tous, on ne résoudrait rien, parce que ce ne sont pas eux qui créent les problèmes : ils mettent en lumière les problèmes que nous avons déjà avant.

D : *Certains croient que, pour lutter contre le djihadisme, il faut un réarmement moral de l'Occident. Vous proposez au contraire une « beauté désarmée » : n'est-ce pas naïf et utopique ?*

R : Le réarmement moral est une nouvelle façon de contraindre. Quand un jeune va à l'école avec une barre de fer dans son cartable, la seule chance qu'il abandonne ses instincts agressifs est de le mettre au défi en lui proposant une manière de vivre qui puisse le séduire et qui soit plus attrayante que la violence. C'est le seul réarmement moral qui désarme. Je ne pense pas qu'il y ait d'autres solutions, si ce n'est des rapports de force. Deux choix s'offrent à nous : ou bien nous créons des États policiers et, pour les défendre, nous vivons toujours dans la peur de l'autre, ou bien nous créons des États ouverts, au sein desquels il y a de la place pour découvrir ce pour quoi il vaut la peine de vivre.

D : *Néanmoins, il y a aussi des raisons internationales, comme la guerre entre sunnites et chiïtes.*

R : Oui, mais nous devons tenir compte du fait que les grands changements qui ont eu lieu au Moyen-Orient sont le fruit de guerres importées d'autres pays. Je ne dis pas que Saddam Hussein était un saint, mais, après tout ce qui s'est passé, les Irakiens ne se portent pas mieux. À l'évidence, cela peut donner à certains une excuse pour utiliser la religion en ratification de la violence, afin de pouvoir justifier ce qui n'est pas justifiable.

D : *Le fait que l'islam n'a pas connu une époque de Lumières, à l'instar du christianisme, ne rend-il pas difficile l'accès à la démocratie pour les pays arabes ?*

R : Oui, peut-être, et cela nous fait prendre conscience de la naïveté de ceux qui prétendent exporter la démocratie, qui est une valeur occidentale et le résultat d'un très long processus de construction sociale, culturelle et humaine. Benoît XVI a reconnu que, lorsque le christianisme est devenu religion d'État, c'est la philosophie des Lumières qui nous a rappelé, à nous qui sommes chrétiens,

que le rôle de la religion avait été perverti. Toutes les religions et toutes les cultures doivent réaliser ce parcours afin que toute personne, indépendamment de ses croyances, puisse accéder à la vérité sans aucune forme de contrainte. Comme le disait Charles Péguy, quel intérêt présenterait une vérité qui ne serait pas acceptée librement ?

D : *Pourquoi le christianisme ou, concrètement, l'Église, font-ils l'objet d'un si grand refus de la part de certains secteurs de la société ?*

R : C'est une question que nous devons nous poser en tant que chrétiens, comme le rappelait T.S. Eliot : est-ce l'Église qui a abandonné l'humanité ou est-ce l'humanité qui a abandonné l'Église ? C'est le grand défi auquel le Concile Vatican II a cherché à répondre, entre autres par sa déclaration sur la liberté religieuse, à travers laquelle il a approfondi la nature de la vérité et la nature de la foi chrétienne, qui n'a besoin d'aucune autre force que l'évidence de sa beauté. S'il n'en va pas ainsi, si le christianisme se transforme en un ensemble d'habitudes et de comportements dans lesquels on ne se sent pas poussé à mettre l'autre au défi par la beauté de quelque chose qui l'attire, le christianisme n'aura aucune perspective.

D : *[Chez nous], après la Transition démocratique,, l'Église est également accusée de jouir de privilèges. Croyez-vous que c'est le cas ?*

R : Je ne suis pas un historien, et à cette époque-là, j'étais jeune, mais il est évident que, sans le changement qui a eu lieu dans l'Église avec le Concile Vatican II, une Transition pacifique aurait été plus difficile : cela a été une tentative, de la part de tous, de reconnaître que nous ne pouvons pas vivre sans les autres. Quand nous perdons cela de vue et que nous pensons présomptueusement pouvoir vivre sans les autres, tout se radicalise. L'Église n'exige aucun privilège, elle ne demande qu'un espace pour pouvoir apporter la contribution qu'elle peut offrir, comme toute autre réalité présente dans le domaine social, culturel, professionnel... Elle n'a aucun autre intérêt à défendre que celui-ci.

D : *Comment considérez-vous la manière dont le gouvernement Rajoy a utilisé l'héritage sur le plan législatif, dans des questions telles que l'avortement, l'euthanasie ou le mariage homosexuel ?*

R : Dans ce genre de problèmes, légiférer est la dernière des questions. Il ne s'agit pas d'imposer une position ou une autre, mais de savoir ce qui permet que certaines valeurs soient de nouveau reconnues comme valables alors que pour les autres elles ne le sont pas. L'Église considère qu'on vit mieux la vie si l'on est en relation avec les autres, que les enfants grandissent mieux à l'intérieur d'une famille, que les personnes vivent mieux à l'intérieur du mariage plutôt que si elles divorcent, mais on ne peut pas imposer tout cela par décret. Nous avons pensé que, pour profiter de la liberté, il suffirait de n'avoir de liens d'aucun type, mais un moment arrive où l'on se demande : pourquoi suis-je libre ? Ce n'est pas un problème législatif : la loi découle de quelque chose qu'il faut d'abord construire pour qu'il puisse être reconnu par tous. Lorsque les lois font un pas en arrière – concernant le travail, la défense des femmes, de la vie ou de l'écologie –, ce que nous voyons sont des conséquences. Par exemple, personne ne nous oblige à faire une loi pour défendre la nature, ce qui signifie que cette valeur ne s'est pas encore écroulée, et cela se reflète aussi sur le plan légal. Comme le dit le Pape, le défi est d'éviter que prévale l'idéologie de se défaire de tout ce qui ne nous sert pas et de traiter les personnes comme quelque chose à utiliser, puis à jeter.

D : *A-t-on perdu la valeur de la vie humaine ?*

R : Nous avons tenu pour acquis le fait que la vie ait une valeur en soi, mais la vie ne suffit pas ; la vie a une valeur si elle a un sens, s'il y a quelque chose qui la rend digne d'être vécue. Il faut que la vie me fasse tomber amoureux parce que c'est ce qui favorise mon ouverture sur un horizon plus vaste et permet que je commence à percevoir l'autre non pas comme un adversaire ou quelqu'un qui limite ma liberté, mais comme quelqu'un qui l'élargit.

D : *Dans ce contexte, quelle est la responsabilité de l'éducation ?*

R : Plus nous disposons de données, plus il est évident que nous sommes confrontés à une urgence éducative. Autrefois, un enseignant avait devant lui des jeunes disposés à apprendre. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Aujourd'hui, il faut susciter de l'intérêt pour ce que l'on enseigne, pour que cela ait une influence sur la personne et – en lui offrant un parcours humain, un chemin de connaissance, un chemin d'utilisation de la raison et une éducation à la liberté – pour susciter un sujet capable de façonner à son tour la société dans laquelle nous vivons. Le problème de l'éducation est souvent le problème de l'adulte, non seulement des enfants. Pour beaucoup de parents, le seul principe est que les enfants n'aient pas à pâtir des difficultés dont eux ont souffert. Mais si nous les privons de ces facteurs qui font grandir la personne, au lieu de les accompagner et de les aider à grandir en les surmontant, nous allons en faire d'éternels enfants. D'autre part, l'éducation consiste aujourd'hui à donner aux élèves une série d'instruments techniques pour qu'ils puissent s'en sortir, puisque le fait de leur donner une formation philosophique ou anthropologique n'est plus actuel. C'est pourquoi nous sommes sans défense face aux *fake news*. C'est comme si le cœur de l'homme n'était plus capable de distinguer ce qui est vrai. Voilà pourquoi il faut mettre la personne au centre, pour lui apprendre à regarder le monde avec ses propres yeux, à penser avec sa tête, en développant un sens critique qui rende le moi plus acteur et moins spectateur, plus *leader* et moins suiveur, plus citoyen et moins sujet.

D : *L'autorité est-elle nécessaire dans l'éducation ?*

R : Du point de vue étymologique, le mot « autorité » désigne quelqu'un qui me fait grandir. Qui ne connaît pas, dans sa vie, de telles personnes, enseignants ou amis ? Voilà ce qu'est l'autorité, c'est le témoin qui vous dit : « Regarde comment on peut vivre la vie » ; ce n'est pas quelqu'un qui vous impose de manière autoritaire une vision des choses, mais une personne qui vous lance un défi simplement en vivant.

D : *Dans la situation actuelle du Pays basque, faut-il faire passer l'oubli avant la justice pour pouvoir repartir ?*

R : La justice ne peut pas faire l'impasse sur sa fonction envers ceux qui ont commis des crimes. Néanmoins, ceux-ci peuvent purger toute leur peine sans reconnaître le mal qu'ils ont fait ; et nous pouvons nous sentir frustrés parce qu'on ne pourra jamais rendre les personnes aimées aux victimes. Nous sommes confrontés à un problème plus profond. S'il n'existe pas d'au-delà, « justice » est un mot vide. Le christianisme a affirmé que l'au-delà est devenu une présence dans l'histoire. En donnant sa vie pour les hommes, Jésus a lancé un défi à la spirale de la violence dont nous n'arrivons pas à sortir. Mais, sans cette miséricorde, ni les uns ni les autres ne trouvent la paix. Lorsque les personnes s'ouvrent à ce parcours, commence à survenir un fait qui change avant tout les personnes elles-mêmes. S'il ne se produit rien dans la vie qui l'emporte dans le présent sur toutes les horreurs du passé, il n'y a rien à faire.